



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

5734
Distr. : LIMITEE
E/ECA/TCD/46
17 février 1988

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA ONZIEME REUNION DU COMITE DE COORDINATION INTERINSTITUTIONS
SUR LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES TRANSPORTS ET LES
COMMUNICATIONS EN AFRIQUE

Ouagadougou (Burkina Faso), 8 - 10 février 1988

A. ORGANISATION

1. La onzième réunion du Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, s'est tenue du 8 au 10 février 1988 à Ouagadougou (Burkina Faso), à l'invitation du Gouvernement burkinabé.

B. PARTICIPATION

2. Etaient présents les représentants des organismes et des institutions spécialisés des Nations Unies ainsi que des organisations intergouvernementales africaines ci-après: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Banque mondiale, Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Union postale universelle (UPU), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation maritime internationale (OMI), Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'ouest et du Centre sur le transport maritime (CONMINMAR), Organisation de l'unité africaine (OUA), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Union africaine des chemins de fer (UAC), Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), MULPOC de Niamey.

3. Ont également pris part à la réunion en qualité d'observateur, les représentants du Gouvernement du Burkina Faso et de l'Office des chemins de fer Bénin/Niger (OCBN).

C. OUVERTURE DE LA REUNION

4. Dans son allocution, le Camarade Issa Dominique Konaté, ministre des transports et des communications du Burkina Faso a tout d'abord souhaité aux participants la bienvenue et un agréable séjour au Burkina Faso. Il a indiqué que les travaux de cette 11ème réunion du Comité de coordination interinstitutions se tenant dans la dernière année de la Décennie, revêtaient une importance particulière et que les conclusions reflèteraient sans doute les difficultés rencontrées par tous les Etats africains dans la réalisation de leurs projets.

5. Il a ensuite indiqué que la deuxième phase de la Décennie s'était déroulée dans un contexte de crise économique de plus en plus aiguë autant pour les Etats que pour les organismes internationaux d'aide au développement, mais que le peu de projets complètement réalisés devaient servir de base de réflexion pour comprendre la nécessité de développer le secteur des transports et des communications.

6. Parlant des travaux de la présente réunion, il a indiqué que le rapport final constituerait un outil de travail précieux pour la prochaine Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification.

7. Il a clôturé son intervention en déclarant ouverte la 11ème réunion du Comité de coordination interinstitutions et a souhaité plein succès aux travaux.

8. Monsieur M. Bongoy, chef de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA, a lu le message du Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adedeji Adebayo, empêché.

9. Dans son message, le Secrétaire exécutif de la CEA a tout d'abord remercié, au nom de tous les participants et en son nom propre, son Excellence le Président Blaise Compaoré et le Gouvernement du Burkina Faso, pour avoir accepté d'abriter les présentes assises à Ouagadougou ainsi que pour les excellentes dispositions prises afin d'en assurer le succès.

10. Il a indiqué que les dernières années avaient vu un développement considérable des transports et des communications en Afrique et que les réunions du Comité, instance qui n'existait pas avant la Décennie, avaient permis à l'Afrique de tirer des avantages considérables et de réfléchir aux moyens d'améliorer les réseaux de transport et de communications en Afrique.

11. Etant donné que cette réunion était peut-être la dernière de la série, il a très sincèrement remercié l'ensemble des membres du Comité pour l'assistance multiforme qu'ils ont apportée dans l'exécution du programme de la Décennie.

12. Concernant les points de l'ordre du jour, il a indiqué que le point de loin le plus important portait sur l'examen du rapport sur l'évaluation approfondie du programme de la Décennie, demandée par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, à sa cinquième réunion tenue en 1986 à Harare.

13. Il a demandé aux participants d'étudier soigneusement les rapports de cette évaluation, en particulier les conclusions et recommandations, d'autant plus que le développement futur des transports et des communications de l'Afrique dépendra de la réaction des ministres aux recommandations relatives aux moyens de conserver l'élan acquis grâce à la Décennie au cours des dix années écoulées.

14. Pour conclure, le Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité dans son message plein succès aux travaux de la réunion dont il a dit que les conclusions étaient attendues avec beaucoup d'impatience par nos Etats.

D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)

15. La réunion a adopté l'ordre du jour proposé par le secrétariat:

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Examen du projet de rapport intérimaire annuel pour 1987
4. Rapport sur l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
5. Rapport sur les réunions de cofinancement
6. Application des résolutions de la cinquième réunion de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification
7. Projet d'ordre du jour de la sixième réunion de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

16. La réunion a adopté l'horaire suivant:

Premier jour : 9 heures à 13 heures et 18 heures-21 heures

Deuxième jour : 8 heures à 13 heures

Troisième jour : 10 heures à 11 heures

Examen du rapport intérimaire annuel sur la Décennie pour 1987 (point 3 de l'ordre du jour)

17. Le rapport intérimaire sur l'exécution du programme de la Décennie en 1987 a été présenté par un membre du secrétariat de la CEA.

18. Après avoir noté que les informations obtenues en 1987 sur l'état d'avancement des projets étaient plus substantielles que pour les années précédentes, il a remercié les organismes concernés et les pays africains pour leur coopération. Celle-ci a permis au secrétariat de faire un rapport plus fidèle sur l'état d'exécution des projets de la Décennie.

19. Il a ensuite indiqué que le chapitre II du rapport ne faisait pas état de certaines mises à jour, qui figurent cependant dans les tableaux de l'annexe I. Cette omission serait réparée dans les meilleurs délais, et toute information nouvelle reçue serait incorporée au rapport.

20. Il a également informé la réunion que le rapport sur le réseau PANAFTEL, devant faire l'objet de la section B du chapitre III, avait été reçu du bureau du PANAFTEL et serait incorporé au rapport intérimaire.

21. S'agissant du chapitre IV, qui porte sur les contributions des institutions spécialisées de l'ONU et des organisations intergouvernementales africaines, il a indiqué que plusieurs contributions avaient été reçues. Elles seront incorporées au rapport après examen par les membres compétents du CCII.

22. Le texte du chapitre IV a été présenté à la réunion et adopté après incorporation des informations fournies par les organisations durant la réunion. Cependant, il a été noté que certaines organisations présentes à la réunion n'avaient pas fourni les informations demandées. Il leur a été donc demandé de le faire dès leur retour à leurs sièges respectifs.

Rapport sur l'évaluation de la Décennie (point 4 de l'ordre du jour)

23. En raison de son importance, ce point a été examiné en dernier lieu.

24. L'évaluation ayant été effectuée par une équipe de consultants indépendants, le président a proposé que chaque évaluateur modal présente son rapport et qu'ensuite le chef de l'équipe des évaluateurs présente le rapport de synthèse.

25. Toutefois, la réunion a décidé qu'étant donné l'importance de ce rapport d'évaluation (devant être présenté à la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification) ainsi que le peu de temps disponible, il était préférable que seul le rapport de synthèse soit présenté et examiné. En outre, on pouvait penser que les rapports modaux avaient été étudiés en profondeur par les organisations représentées à la réunion et que tous les aspects des recommandations du rapport de synthèse ne reflétant pas les recommandations des rapports modaux seraient donc discutés.

26. Le chef de l'équipe des évaluateurs a été ensuite prié de présenter le rapport de synthèse. Il a indiqué la méthodologie suivie, les problèmes rencontrés et les limites. Il a ensuite passé en revue les résultats, les faiblesses et les huit recommandations contenues dans le rapport.

27. Les discussions qui ont suivi ont été longues et intenses, témoignant ainsi de l'importance accordée à la question par les participants. D'une manière générale, les participants ont estimé que le document devrait être amélioré avant sa présentation à la Conférence des ministres. Plus précisément, les recommandations suivantes ont été faites:

- (i) Le contenu et la présentation des documents doivent être améliorés. Le document contient en effet des répétitions, des contradictions et des imperfections;

(ii) Une définition plus soignée des indicateurs du niveau d'exécution de la Décennie est nécessaire. C'est ainsi que le montant du financement obtenu ne traduit pas nécessairement le niveau d'exécution du programme en question;

(iii) Il convient de faire mieux ressortir le rôle joué par les organisations internationales, régionales et sous-régionales dans l'exécution du programme de la Décennie;

(iv) Dans certains cas, les recommandations ne sont ni réalistes, ni faciles à appliquer. Dans d'autres cas, on ne voit pas le lien logique entre, d'une part, les recommandations et, d'autre part, l'analyse, les résultats et les conclusions. Les recommandations devraient donc être reformulées;

(v) Le rapport de synthèse n'a pas suffisamment tenu compte des conclusions et recommandations des évaluateurs modaux. Il est nécessaire que le contenu des rapports modaux apparaisse dans le rapport de synthèse.

(vi) Le rapport devrait indiquer qu'au cas où une seconde décennie serait proclamée, les Etats africains devraient faire une plus large place aux projets permettant d'atteindre les objectifs globaux de la Décennie;

(vii) Aucune comparaison n'a été faite entre le niveau d'exécution des projets de la Décennie et celui des projets entrepris hors du cadre de la Décennie pendant la période 1978-1987. Il serait utile d'inclure une telle analyse au rapport.

28. Toutefois, la réunion a noté l'honnêteté et l'indépendance des vues exprimées dans ce rapport. Les participants ont reconnu que le rapport a souligné les forces et les faiblesses du programme de la Décennie dans sa conception, son exécution et ses résultats.

29. Afin de pouvoir faire des propositions concrètes visant à améliorer le rapport, la réunion a décidé d'examiner celui-ci chapitre par chapitre. Les principales observations ci-après ont été faites.

30. Chapitre I: Introduction: Adopté sans observations.

31. Chapitre II: Contexte et historique de la proclamation de la Décennie:

Deux observations ont été faites:

i) Les cartes doivent être mises à jour;

ii) Chapitre trop long, qui devrait être considérablement résumé. La section 2.2. doit cependant être maintenue.

32. Chapitre III: Conception et mécanismes de la Décennie: Ce chapitre pouvait être résumé; les sections 3.1.2. et 3.1.3. devraient cependant être maintenues.

33. Chapitre IV: Préparation et résultats de la Décennie: La réunion a noté des répétitions dans les sections portant sur l'appréciation quantitative et qualitative des résultats de la Décennie. Cela doit être corrigé. En particulier, les sections sur le transport aérien (impacts directs et indirects) doivent être reformulées. Il a été de nouveau souligné que les critères d'appréciation de l'état d'exécution des projets devraient être mieux définis et ne devraient pas être uniquement basés sur le niveau des financements obtenus. En outre, il a été proposé que ce chapitre comporte a) une comparaison entre les taux d'exécution des projets de la Décennie et ceux des projets entrepris hors de la Décennie, et b) un recensement des efforts déployés dans le domaine des politiques et de la formation en matière de transport.

34. Chapitre V: Contribution et collaboration des partenaires dans la mise en oeuvre de la Décennie: Il a été suggéré que la section 5.1. soit résumée et que la figure 3 soit simplifiée. Il convient également de mettre en exergue le rôle des organisations régionales, sous-régionales et internationales dans la mise en oeuvre de la Décennie. L'importante participation du PNUD à l'exécution de la Décennie a été soulignée, à savoir que le PNUD a assuré près de 70 p. 100 du financement total du secrétariat de la Décennie à la CEA.

35. Il a été suggéré qu'un paragraphe soit ajouté, portant sur les activités entreprises dans le cadre du Programme de transport en Afrique sub-saharienne, conjointement mené par la Banque mondiale et la CEA.

36. Chapitre VI: Conclusions et enseignements à tirer: Il convient d'élaborer à l'avenir des schémas directeurs, notamment dans le sous-secteur des télécommunications. La nécessité de souligner les conséquences du non-respect des objectifs de la Décennie lors de la présentation et de l'exécution des projets a été reconnue comme étant l'un des principaux enseignements à tirer de la mise en oeuvre de la Décennie.

37. Chapitre VII: Recommandations pour l'après-Décennie: Ce chapitre a fait l'objet de longues discussions. Les huit recommandations initialement proposées par l'évaluateur ont été réduites au nombre de quatre, comme suit:

i) La recommandation 1 portant sur la proclamation d'une deuxième Décennie pour la période 1991-2000, a été adoptée.

ii) Recommandation 2: Désignation de la CEA comme organisme directeur de la deuxième Décennie. Initialement proposée comme recommandation 3, cette recommandation a été adoptée telle qu'amendée.

iii) Recommandation 3: Période de deux ans (1989-1990) pour a) préparer la deuxième Décennie et b) combler les insuffisances de la première Décennie, notamment dans les domaines de la coordination des politiques, de la formation et de la simplification de la documentation. C'était l'objet de la recommandation 2 du rapport.

iv) Recommandation 4: Recommandation omnibus précisant les activités, les tâches et les préparatifs devant être entrepris au cours de la période intérimaire de deux ans précédant le démarrage de la deuxième Décennie. Cette recommandation résume les recommandations 2, 4, 5, 6, 7 et 8 du rapport.

38. Le PNUD a informé la réunion qu'une évaluation du secrétariat de la Décennie serait prochainement entreprise afin d'orienter les actions futures relatives à la seconde Décennie.

39. Après ces observations et suggestions, la CEA a été chargée de la mise au point finale du rapport et de sa présentation à la réunion extraordinaire du CCII devant se tenir avant la sixième session de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification. Le CCII examinera le rapport et fera des recommandations aux ministres.

Rapport sur les réunions de cofinancement (point 5 de l'ordre du jour)

40. Présentant ce rapport, un membre du secrétariat a déclaré que les réunions de cofinancement avaient pour objectif de permettre aux pays africains de présenter ensemble leurs projets nationaux relatifs à des couloirs de transit desservant des pays sans littoral. Plusieurs projets de couloirs ont été identifiés en Afrique du Centre, de l'Est et de l'Ouest. La première réunion de cofinancement, intéressant quatre pays (Cameroun, Congo, République centrafricaine et Tchad) et ayant pour principal objectif de désenclaver la République centrafricaine et le Tchad grâce aux couloirs trans-camerounais et trans-équatorial aboutissant aux ports de Douala et de Pointe-Noire, s'est tenue en novembre 1986 à Pointe-Noire (Congo). Il est prévu d'en évaluer les résultats en 1988 au cours d'une réunion rassemblant les pays et les bailleurs de fonds intéressés.

41. Les deux réunions de cofinancement pour les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest étaient prévues respectivement à Bujumbura et à Ouagadougou en 1987, mais ont dû être reportées à 1988. Pour toutes les deux réunions, la CEA a préparé des documents et entrepris des missions de sensibilisation auprès de plusieurs bailleurs de fonds: Banque mondiale, BADEA, Banque islamique de développement, Fonds kowétien, CEE, CCCE et République fédérale d'Allemagne.

42. La réunion de cofinancement pour l'Afrique de l'Ouest, qui intéresse 10 pays et porte sur sept couloirs permettant de désenclaver le Burkina Faso, le Mali et le Niger, se tiendra du 10 au 12 février 1988 à Ouagadougou. Tous les membres du CCII ont été invités à prendre part à cette réunion.

43. La présentation de ce rapport n'a pas suscité de débat.

Application des résolutions de la cinquième réunion de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification (point 6 de l'ordre du jour)

44. Un membre du secrétariat a présenté un rapport sur l'application des résolutions ci-après: ECA/UNTACDA/Res.86/54, Mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie; Res. ECA/UNTACDA/Res.86/55, Incidences des recommandations du Corps commun d'inspection sur la Décennie des Nations-Unies pour les transports et les communications en Afrique, ECA/UNTACDA/Res.86/56, Mise en oeuvre du programme de travail de la Division des transports, des communications et du tourisme, ECA/UNTACDA/Res.86/57, Libre transfert des fonds des compagnies aériennes, ECA/UNTACDA/Res.86/58, Ratification de la convention portant création de la Conférence africaine des tarifs aériens, ECA/UNTACDA/Res.86/59, Mise en oeuvre du programme de travail du Comité technique chargé du transport aérien africain, ECA/UNTACDA/Res.86/60, Création d'un réseau bien coordonné de centres d'entretien et de révision des aéronefs en Afrique, ECA/UNTACDA/Res.86/61, Application de la convention des Nations-Unies sur le transport maritime de marchandises et de la convention des Nations-Unies sur le transport multimodal international de marchandises, ECA/UNTACDA/Res.86/62, Harmonisation des mesures tendant à assurer la pleine participation des pays africains au transport maritime, ECA/UNTACDA/Res.86/63, Création de centres de formation, de consultance et de recherche en matière de transports, ECA/UNTACDA/Res.86/64, Les télécommunications au service du développement économique et social, ECA/UNTACDA/Res.86/65, Système régional africain de communications par satellite, ECA/UNTACDA/Res.86/66, Evaluation des nouveaux projets présentés pour être inscrits au programme de la seconde phase de la Décennie par le Bureau de la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification.

45. Au cours des discussions qui ont suivi, le représentant de la CAFAC a décrit la contribution de son organisation à l'application de la résolution 86/57. Il a souligné les problèmes de transfert des recettes des compagnies aériennes africaines et a estimé que l'existence de chambres de compensation, par exemple en Afrique de l'Ouest et du Centre, devrait contribuer à trouver une solution. Il a indiqué que les informations sur l'état de ratification de la Convention portant création de la Conférence africaine des tarifs aériens sont disponibles et devraient figurer dans le rapport.

46. Concernant les résolutions 86/54 et 86/56, le représentant du PNUD a indiqué que son organisme a prévu 2 millions de dollars du CIP régional au titre du 4ème cycle de programmation (1987-1991) et alloué 5 millions de dollars dans le cadre du Programme spécial de réserve. Les ressources allouées par le PNUD au Groupe de coordination de la Décennie au titre du 4ème cycle de programmation s'élèvent donc à 7 millions de dollars. Le PNUD a également apporté son concours financier au secteur des communications, notamment pour plusieurs projets du PANAFTEL et l'étude de faisabilité du Système régional africain de communications par satellite.

47. Concernant la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/61, le représentant de la CNUCED a indiqué que son organisme enverrait à la CEA un rapport sur l'aide apportée aux pays africains pour leur permettre d'être parties contractantes aux deux conventions et d'en appliquer les dispositions. Il a enfin déclaré qu'en attendant, le secrétariat de la CNUCED a élaboré un rapport, à l'intention du Comité de transport maritime, sur les implications de l'entrée en vigueur de ces conventions. Ce rapport sera utile aux pays se préparant à devenir parties contractantes à ces deux conventions.

Ordre du jour provisoire de la sixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification (point 7 de l'ordre du jour)

48. L'ordre du jour provisoire de la sixième session de la Conférence des ministres a été présenté à la réunion, qui l'a adopté après les modifications suivantes:

- (i) Le représentant de la CAFAC a proposé l'incorporation d'un point 5 relatif au développement du transport aérien en Afrique;
- (ii) En consultation avec le représentant de l'UIT, le point 4 (e) a été reformulé et devient: "Rapport sur le Système régional africain de communications par satellite".

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

49. Etant donné qu'il est prévu d'incorporer les observations des membres du CCII au rapport de synthèse de l'évaluation puis de soumettre celui-ci à l'approbation du Comité avant la Conférence des ministres de mars 1988, il a été décidé de tenir une réunion extraordinaire du CCII à Kinshasa les 14 et 15 mars 1988.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 9 de l'ordre du jour)

50. Le rapport de la réunion a été adopté après amendement.

51. Clôture de la réunion, le président a remercié l'ensemble des participants pour leur coopération tout au long de la Décennie et a souhaité que cet esprit de coopération se poursuive dans le cadre des efforts déployés pour développer les transports et les communications en Afrique.